

المملكة المغربية
+ⵝⵎⵎⵓⵔ ⵉⵎⵓⵔⵓⵙⵓⵔ
ROYAUME DU MAROC



المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي
ⵎⵓⵔⵓⵙⵓⵔ ⵉⵎⵓⵔⵓⵙⵓⵔ ⵉⵎⵓⵔⵓⵙⵓⵔ ⵉⵎⵓⵔⵓⵙⵓⵔ
Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique

CAHIER DES PRESCRIPTION SPECIALES

**RELATIF A L'APPEL D'OFFRES OUVERT A MAJORATION
(SEANCE PUBLIQUE)
N°09/CSEFRS/2024**

RELATIF

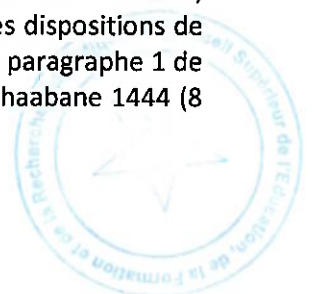
A

**LA REALISATION DES PRESTATIONS DE GARDIENNAGE ET DE SURVEILLANCE DES
LOCAUX DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION,
DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

– LOT UNIQUE –

**RESERVE AUX TRES PETITES, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES NATIONALES, Y COMPRIS LES JEUNES
ENTREPRISES INNOVANTES, AUX COOPERATIVES, AUX UNIONS DE COOPERATIVES ET A L'AUTO-ENTREPRENEUR**

En application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'article 8, et des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point b. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point a. du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.



APPEL D'OFFRES OUVERT A MAJORATION
N°09/CSEFRS/2024

Marché reconductible passé par appel d'offres ouvert à majoration, en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'article 8, et des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point b. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point a. du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ENTRE

Le **Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique**, représenté par son Président, désigné ci-après par « le Conseil » ou « le Maître d'Ouvrage ».

D'UNE PART

ET

A- Pour les personnes physiques :

1) *Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Faisant élection de domicile à :

Affilié à la CNSS sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N°:

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence

2) *Cas de l'auto-entrepreneur :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Faisant élection de domicile à :

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert à la banque
..... Agence

B- Pour les personnes morales :

1) *Cas des sociétés :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant au nom et pour le compte de, au capital social de

Faisant élection de domicile à :

Affilié à la CNSS sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N°:

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence

2) *Cas des établissements publics :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant au nom et pour le compte de ;
Siège à : ;
Affilié à sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

3) *Cas des coopératives ou union des coopératives :*

Monsieur, Qualité..... ;
Agissant au nom et pour le compte de, au capital social de ;
Faisant élection de domicile à : ;
Inscrit au registre local des coopératives, sous le N° : ;
Affilié à la CNSS sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

Désigné ci-après par « le Prestataire » ou « Titulaire »

C- Pour les groupements :

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention
(les références de la convention)

- Membre 1 : ;

M ;

Agissant au nom et pour le compte de ;

Au capital social ;

Registre de commerce de ;

Affilié à la CNSS sous N° ;

Faisant élection de domicile au : ;

Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert à la banque
..... Agence :

- Membre 2 : ;

(Servir les renseignements le concernant)

- Membre n :

.....

Nous nous engageons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M.
(Prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de
l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire sous N° (RIB sur 24 positions) ouvert
auprès ;

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

SOMMAIRE

ARTICLE 1:	OBJET DE L'APPEL D'OFFRES.....	5
ARTICLE 2:	CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 3:	CONNAISSANCE DES LIEUX.....	5
ARTICLE 4:	LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 5:	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	5
ARTICLE 6:	REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX.....	5
ARTICLE 7:	VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.....	6
ARTICLE 8:	ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR.....	6
ARTICLE 9:	NANTISSEMENT.....	6
ARTICLE 10:	SOUS-TRAITANCE.....	7
ARTICLE 11:	DUREE DU MARCHE RECONDUCTIBLE.....	7
ARTICLE 12:	REVISION DES CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE RECONDUCTIBLE.....	7
ARTICLE 13:	MONTANT DU MARCHE RECONDUCTIBLE.....	7
ARTICLE 14:	NATURE DES PRIX.....	7
ARTICLE 15:	CARACTERE DES PRIX.....	8
ARTICLE 16:	CAUTIONNEMENT PROVISOIRE, CAUTIONNEMENT DÉFINITIF ET RETENUE DE GARANTIE.....	8
ARTICLE 17:	ASSURANCES CONTRE LES RISQUES.....	8
ARTICLE 18:	RECEPTIONS PROVISOIRES PARTIELLES.....	8
ARTICLE 19:	RECEPTIONS DEFINITIVES.....	8
ARTICLE 20:	CONDITIONS ET MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE.....	9
ARTICLE 21:	RETENUE A LA SOURCE EN MATIERE DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES ET DE LA TVA.....	9
ARTICLE 22:	ENGAGEMENT DU TITULAIRE DU MARCHE RECONDUCTIBLE.....	10
ARTICLE 23:	PENALITES POUR RETARD.....	10
ARTICLE 24:	LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS.....	10
ARTICLE 25:	RÉSILIATION DU MARCHE.....	10
ARTICLE 26:	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES.....	10
ARTICLE 27:	RECOURS A L'EMPLOI DE LA MAIN D'ŒUVRE LOCALE.....	10
ARTICLE 28:	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE.....	11
ARTICLE 29:	MESURES DE SECURITE.....	11
ARTICLE 30:	LES CONDITIONS D'OCTROI ET DE RESTITUTION DES AVANCES.....	11
ARTICLE 31:	DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT.....	11
ARTICLE 32:	COLLECTE DE CONSENTEMENT.....	11
ARTICLE 33:	EFFECTIF A AFFECTER.....	12
ARTICLE 34:	CONDITIONS RELATIVES AUX AGENTS.....	12
ARTICLE 35:	CONSISTANCE DES PRESTATONS.....	16
ARTICLE 36:	BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF - SOUS-DETAIL ESTIMATIF.....	20



CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet la conclusion d'un marché reconductible relatif à la réalisation des prestations de gardiennage et de surveillance des locaux du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

- Les prestations consistent en le gardiennage et la surveillance des locaux du Conseil.
- La description et les caractéristiques techniques de ces prestations figurent au chapitre II : clauses techniques et au bordereau des prix détail estimatif.

ARTICLE 3: CONNAISSANCE DES LIEUX

Le titulaire déclare :

- Avoir visité les locaux et pris pleine connaissance des lieux à garder et des quantitatifs ;
- Avoir apprécié toutes difficultés qui pourraient se présenter au cours de l'exécution du présent marché ;
- Avoir pris connaissance de toutes les prestations à exécuter, ainsi que le besoin nécessaire en effectif et en matériel.

Le titulaire ne peut en aucun cas prétendre à un quelconque dédommagement pour cause de non-connaissance des lieux ou de l'étendu de la prestation à exécuter.

ARTICLE 4: LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le siège du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, sis à angle Avenue Allal El Fassi et Avenue Al Melia, Hay Ryad, Rabat est composé de :

- **Deux blocs « immeubles »** comprenant :
 - **1^{er} bloc** : Sous-sol, RDC + 4 étages comprenant principalement des bureaux et des salles de réunion ;
 - **2^{ème} bloc** : Sous-sol, RDC + 2 étages comprenant principalement des bureaux et des salles de réunion ;
- **Un bloc « ressources documentaires »** en un seul niveau (RDC) ;
- **Un bloc « restaurant »** en un seul niveau (RDC) ;
- **Un bloc « salle des assemblées »** de 205 places en un seul niveau, destinée à abriter des séminaires et manifestations diverses.

ARTICLE 5: PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales ;
3. Le bordereau des prix - Détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services (C.C.A.G.EMO) portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret n°2.22.431 précité, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 6: REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

- La Loi n°105-12 relative au Conseil promulguée par le Dahir n° 1-14-100 du 16 rajeb 1435 (16 mai 2014) ;
- Le Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la Loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;

- Le Dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la Loi N° 65-99 relative au Code du travail ;
- Le Décret n°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services (C.C.A.G.EMO) portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'État, approuvé par le Décret n° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) ;
- Le Décret n°2-16-344 du 22-07-2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques ;
- Le Décret n°2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- Le Décret Royal n°330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le Règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le Règlement portant organisation financière et comptable du Conseil Supérieur de l'Éducation, Formation et de la Recherche Scientifique ;
- La circulaire du Chef de gouvernement n°02/2019 du 31 janvier 2019 relative au respect de l'application de la législation sociale dans le cadre des marchés publics relatifs au gardiennage, entretien et nettoyage des locaux administratifs ainsi que les marchés similaires ;
- Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics de l'État rendus applicables à la date de signature du présent marché.

Ainsi que tous les textes réglementaires se rapportant à l'objet de cet appel d'offres.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 7: VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Le marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par le Président du Conseil, en application de l'article 142 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023).

La notification de l'approbation du marché intervient dans un délai maximum de (60) soixante jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis en application de l'article 143 du Décret n°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023).

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, il est fait application des dispositions prévues à l'article 143 du décret précité.

ARTICLE 8: ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE

Le titulaire est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement.

A défaut par le titulaire de satisfaire aux prescriptions de l'article 17 du CCAG-EMO, toutes notifications relatives au présent marché reconductible seront valablement adressées au domicile élu par le prestataire.

En cas de changement de son domicile au cours de la période d'exécution de ses obligations, il doit en aviser immédiatement le Conseil dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 9: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la Loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 Rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le Maître d'Ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins **du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique ou par toute personne mandatée par ce dernier à cet effet ;**
2. Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la Loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
3. Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la Loi n° 112-13 ;

4. Les paiements prévus au marché seront effectués par l'agent comptable détaché auprès du Conseil, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers attributaires du présent marché ;
5. Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 10: SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est un contrat écrit par lequel le titulaire confie, sous sa responsabilité, à un tiers, l'exécution d'une partie des prestations de son marché.

La sous-traitance ne peut dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché toutes taxes comprises.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents telles que prévues à l'article 27 du Décret n°2.22.431.

Lorsque le titulaire envisage de recourir à la sous-traitance, il est tenu de faire appel à des prestataires installés au Maroc, notamment les très petites, petites et moyennes entreprises y compris les jeunes entreprises innovantes, les coopératives, les unions de coopératives et les auto-entrepreneurs.

Le titulaire choisit librement ses sous-traitants. Toutefois, il est tenu de notifier au maître d'ouvrage une copie certifiée conforme à l'original du contrat de sous-traitance qui précise, notamment, la nature des prestations sous-traitées, l'identité, la raison sociale ou la dénomination et l'adresse du ou des sous-traitants auxquelles il a confié l'exécution d'une partie des prestations objet du marché.

Lorsque le maître d'ouvrage réalise que les sous-traitants ne remplissent pas les conditions prévues à l'article 27 du décret mentionné ci-dessus, il peut, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du contrat de sous-traitance, exercer un droit de récusation, par lettre motivée transmise par voie recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire est tenu de présenter au Conseil les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur et à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées, dans le cas où le titulaire du marché recourt à la sous-traitance.

ARTICLE 11: DUREE DU MARCHE RECONDUCTIBLE

La durée du marché reconductible découlant du présent appel d'offres est d'une année. Le marché est reconduit tacitement d'année en année dans la limite d'une **durée totale de trois (3) années consécutives**.

La durée du marché reconductible court à compter de la date de commencement de l'exécution des prestations prévue par ordre de service.

La non-reconduction du présent marché reconductible est prise à l'initiative de l'une des deux parties contractantes moyennant un préavis adressé de :

- **Un (01) mois** avant la fin de chaque année contractuelle, par le maître d'ouvrage ;
- **Trois (03) mois** avant la fin de chaque année contractuelle, par le titulaire.

La non-reconduction donne lieu à la résiliation du marché.

ARTICLE 12: REVISION DES CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE RECONDUCTIBLE

Conformément au paragraphe 4 de l'article 8 du Décret n°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), chacune des parties contractantes peut demander qu'il soit procédé à une révision des conditions d'exécution du marché reconductible.

Cette révision portera sur la modification du nombre des préposés ou sur des augmentations ou diminutions des prestations.

Cette révision fera l'objet d'un avenant dans les limites prévues le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services (C.C.A.G.EMO).

ARTICLE 13: MONTANT DU MARCHE RECONDUCTIBLE

Le montant annuel du marché reconductible correspondra à la redevance annuelle.

A la fin de chaque année, le maître d'ouvrage sera tenu de solder le présent marché reconductible à hauteur du montant des prestations réalisées.

ARTICLE 14: NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les prix du marché sont établis en dirham marocain.

Les sommes dues au titre du marché sont calculées par application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

ARTICLE 15: CARACTERE DES PRIX

Le prix du marché comprend le bénéfice et tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et, de manière générale, toutes les dépenses induites par la prestation objet du marché jusqu'à l'exécution de celle-ci.

Conformément à l'article 15, paragraphe 1 du Décret n°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, les prix du marché sont fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE 16: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE, CAUTIONNEMENT DÉFINITIF ET RETENUE DE GARANTIE

1. Le cautionnement provisoire ou la caution personnelle et solidaire en tenant lieu est fixé à la somme de **Vingt-cinq mille quatre cents Dirhams (25 400.00 Dirhams)**.
2. Le cautionnement définitif est fixé à 3% (Trois pour Cent) du montant T.T.C du marché. Le cautionnement définitif de 3 % devra être constitué dans les 30 jours qui suivent la date de la notification de l'approbation du marché.
3. Par dérogation de l'article 13 du CCAG-EMO, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 17: ASSURANCES CONTRE LES RISQUES

Avant tout commencement des prestations, le prestataire doit adresser au Maître d'ouvrage une ou plusieurs attestations délivrées par un ou plusieurs établissements justifiant la souscription d'une ou plusieurs polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et précisant leur date de validité, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, à savoir :

- **Assurance** pour maladie ou accident de travail ;
- **Assurance** de la responsabilité civile à l'égard des tiers ;
- **Assurance** contre les pertes ou dommages subis par le matériel et les biens utilisés pour l'exécution des prestations.

En outre, le titulaire est tenu de présenter la ou les attestations de polices d'assurance contre les accidents de travail concernant les agents engagés pour l'exécution des prestations objet du marché, à l'occasion du premier paiement du marché, à chaque reconduction du marché-reconductible, à chaque renouvellement de ladite police d'assurance et à chaque remplacement d'un agent. Aucun ordonnancement par le Maître d'ouvrage ne peut intervenir en cas de non-respect des dispositions précitées par le titulaire.

Le maître d'ouvrage ne peut être tenu pour responsable des dommages ou indemnités légales à payer en cas d'accidents survenus aux ouvriers ou employés du titulaire ou de ses sous-traitants.

ARTICLE 18: RECEPTIONS PROVISOIRES PARTIELLES

Si les prestations ont été exécutées conformément au descriptif technique du présent marché, le Maître d'ouvrage procédera à la fin de chaque trimestre à la prononciation de la réception provisoire partielle. Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire partielle signé conjointement par le comité de suivi désigné à cet effet et le titulaire du marché.

ARTICLE 19: RECEPTIONS DEFINITIVES

19.1 Réception définitive annuelle :

Une réception définitive est prononcée par le maître d'ouvrage au terme de chaque année, si le titulaire a rempli toutes les obligations qui lui incombent.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception définitive dressé et signé conjointement par le comité de suivi désigné à cet effet et le titulaire du marché reconductible.

19.2 Réception définitive globale :

A l'expiration de la durée totale du marché reconductible, et après la réception définitive de la dernière année, le maître d'ouvrage procédera à la réception définitive globale des prestations, en signant, conjointement avec le titulaire du présent marché reconductible, un procès-verbal de réception définitive.

ARTICLE 20: CONDITIONS ET MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

Le paiement des prestations objet du marché est consenti trimestriellement sur la base du prix indiqué au bordereaux des prix-détail estimatif, et ce, conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-EMO. Les prestations sont réglées par application du prix unitaire aux quantités réellement exécutées.

20.1 Les pièces à fournir au maître d'ouvrage pour le paiement :

Le titulaire du présent marché reconductible est tenu de fournir à la fin de chaque trimestre le dossier de régularisation composé comme suit :

- Les copies des contrats des agents affectés dans le cadre du présent marché. Les contrats ANAPEC ne sont pas acceptés.
- La liste nominative des agents établie trimestriellement par le titulaire du marché ;
- Les fiches de paie des agents individuelles dûment signées et cachetées par le titulaire du marché et signées par les agents affectés au présent marché justifiant le respect du paiement du salaire mensuel (SMIG + charges sociales) de chaque agent employé conformément au salaire minimum réglementaire ;
- Les attestations des agents déclarés affectés dans le cadre du présent marché délivré par les instances de la CNSS (original) (déclaration des jours réellement exécutés) ; (Référence n° 212-3-45) ;
- Les bordereaux de paiement des cotisations (Régime général et AMO) fourni par la CNSS ainsi que la justification de paiement de ces cotisations ;
- Les polices d'assurance relatives à la responsabilité civile et l'accident de travail ;
- La facture (en 5 trois exemplaires) justifiant la prestation exécutée durant le trimestre concerné ;
- Les pièces justifiant le respect du paiement du salaire (SMIG Journalier + charges sociales) à savoir les avis de crédit bancaires attestant les virements des salaires des agents de gardiennage engagés durant le trimestre considéré, accompagnés des relevés bancaires des intéressés indiquant les salaires virés, un relevé bancaire peut être remplacé par une déclaration sur l'honneur faite par l'intéressé (signature légalisée) mentionnant le salaire viré ;
- Le concurrent ne pourra demander le règlement des prestations réalisées qu'après présentation de l'intégralité desdites pièces susmentionnées.

20.2 Modalités de paiement :

A la fin du trimestre et après vérification et liquidation des factures sur la base des pièces justificatives du service fait, le Maître d'ouvrage établit trimestriellement le décompte provisoire y afférant et procède aux formalités nécessaires au mandatement de la somme due au titulaire du marché. Le montant à mandater est calculé par application du prix unitaire du bordereau des prix détail estimatif aux quantités effectivement réalisées, en tenant compte le cas échéant de l'application des pénalités de retard et de la répercussion de la variation du taux de la T.V.A.

Seules sont réglées les prestations prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

Par ailleurs le titulaire du marché assume seul la responsabilité de tout manquement ou violation de la législation du travail concernant l'emploi, les salaires des agents de gardiennage et de manière générale les dispositions du Code du travail.

La rémunération des repos hebdomadaires, des jours déclarés fériés, ainsi que la rémunération des repos pour cause de maladie ou d'accident du travail des agents du titulaire, est à la charge de ce dernier.

De ce fait, le Maître d'ouvrage ne prend en considération pour la facturation que les journées effectivement exécutées.

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues par lui au titulaire de marché en faisant donner crédit au compte courant postal, bancaire ou du Trésor indiqué dans son acte d'engagement ou au préambule du présent CPS.

ARTICLE 21: RETENUE A LA SOURCE EN MATIERE DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES ET DE LA TVA

Une retenue à la source au titre de la Taxe sur la Valeur Ajoutée « TVA », sera appliquée sur les opérations effectuées par les prestataires de services et les fournisseurs de biens d'équipement et de travaux assujettis à la TVA en application de de l'article 89 – I (5°, 10° et 12°) du Code Général des impôts.

Une retenue à la source en matière d'IS et d'IR, sera appliquée sur les rémunérations allouées à des tiers, en application des articles 4-IV, 15 bis et 45 bis- I du Code Général des impôts.

ARTICLE 22: ENGAGEMENT DU TITULAIRE DU MARCHE RECONDUCTIBLE

Conformément à l'alinéa q) du paragraphe B de l'article 16 du Décret n°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), le titulaire du marché reconductible s'engage à communiquer au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement effectif des salaires et des charges sociales de ses salariés, au fur et à mesure de l'exécution des prestations objet du marché.

A ce titre, il s'engage à :

- Ne pas affecter aux prestations objet du présent marché **du personnel recruté par le biais des contrats ANAPEC** ;
- Faire bénéficier les agents affectés à la réalisation des prestations objet du présent marché de tous les avantages sociaux, notamment :
 - Le paiement aux agents du salaire minimum légal (SMIG) en vigueur, calculé sur la base de la rémunération versée au salarié pour une heure de travail ;
 - La déclaration des agents à la CNSS ;
 - Le repos hebdomadaire d'au moins 24 heures ;
 - Le congé annuel payé.

A cet effet, toute facture déposée, doit être obligatoirement accompagnée des documents justifiant le paiement effectif des salaires et charges sociales des salariés.

En cas d'affectation d'un nouvel agent, le titulaire est tenu d'accomplir la même formalité.

ARTICLE 23: PENALITES POUR RETARD

A défaut par le titulaire d'avoir exécuté les prestations prévues par le marché reconductible, dans les délais prescrits par le planning d'exécution arrêté en commun accord par les deux parties, conformément aux dispositions du présent CPS, il lui sera appliqué une pénalité de retard calculée au taux de 1/1000 par jour calendaire de retard, pour la partie non exécutée, sans toutefois que le montant total des pénalités ne dépasse 10% du montant global du marché reconductible.

Lorsque le montant des pénalités atteint le plafond susvisé, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable, sans préjudice, le cas échéant, de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO.

Le montant des pénalités est déduit d'office, et sans mise en demeure préalable, des sommes dues au titulaire du marché reconductible.

ARTICLE 24: LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution. Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'article 162 du Décret n°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 25: RÉSILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 152 du Décret n°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics et celles prévues aux articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE 26: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché passé suite au présent appel d'offres, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

ARTICLE 27: RECOURS A L'EMPLOI DE LA MAIN D'ŒUVRE LOCALE

Conformément à l'alinéa h) du paragraphe B de l'article 16 du Décret n°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), le titulaire du marché reconductible est tenu de faire appel à la main d'œuvre locale pour l'exécution des prestations objet du présent marché.

ARTICLE 28: PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Les formalités de recrutement, de protection de la main d'œuvre et les conditions de travail des employés sont celles prévues par les dispositions de l'article 19 du CCAG-EMO.

ARTICLE 29: MESURES DE SECURITE

Le titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le gardiennage et la surveillance des locaux du Conseil. Il doit notamment :

- S'interdire de loger son personnel dans le Conseil ;
- Remettre à tout le personnel l'habillement et le matériel, outils et instruments de travail ;
- Procéder aux opérations d'inspection et du suivi de son personnel ;
- Préserver les biens du Conseil.

Lors de sa circulation dans l'enceinte du Conseil ou au cours de l'exécution de son travail, le personnel du titulaire doit se conformer aux règles adoptées par le Conseil.

Seront, d'autre part, à la charge du titulaire, les conséquences pécuniaires des accidents, dont les tiers pourraient être victimes, si ces accidents sont dus au fait du titulaire ou de son personnel.

ARTICLE 30: LES CONDITIONS D'OCTROI ET DE RESTITUTION DES AVANCES

30.1 L'admissibilité pour l'avance :

Conformément au Décret n°2-14-272 du 14 Rejeb 1435 relatif aux avances en matière de marchés publics, le titulaire du marché reconductible bénéficie d'une avance, une seule fois, sur la base du montant total de la première année.

La tranche du marché faisant l'objet d'une sous-traitance est exclue.

30.2 Le montant de l'avance :

Le montant de l'avance est fixé à 10% du montant du marché TTC.

30.3 Constitution des garanties :

Pour pouvoir bénéficier de l'avance, le titulaire du marché est tenu de constituer une caution personnelle et solidaire s'engageant avec lui à rembourser la totalité du montant des avances consenties par le Maître d'ouvrage.

30.4 Le remboursement du montant de l'avance :

Le remboursement du montant de l'avance est effectué par déduction de 10% sur chaque acompte dû au titulaire du marché.

Le remboursement du montant total de l'avance doit être effectué lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire du marché atteint 80% du montant toutes taxes des prestations qui lui sont confiées au titre dudit marché.

ARTICLE 31: DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT

Le titulaire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché reconductible, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 32: COLLECTE DE CONSENTEMENT

- Le Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique collecte et traite les données à caractère personnel du fournisseur dans le cadre du traitement ayant pour finalité la gestion des fournisseurs dans le respect des conditions de la délibération de la CNDP N° 98-AU-2015 du 12 juin 2015.

- Ce traitement a fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès de la CNDP sous le numéro A-GF-1018/2023 en date du 13/10/2023

Le titulaire peut s'adresser au Secrétariat général du Conseil par courriel à l'adresse pdp@csefrs.ma pour exercer ses droits d'accès, de rectification et d'opposition conformément aux dispositions de la Loi n° 09-08, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel

CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 33: EFFECTIF A AFFECTER

Le titulaire affectera, pour l'exécution des prestations objet du présent marché reconductible, l'effectif de **14 agents** réparties ainsi :

Affectation	Superviseur	Hôtesse d'accueil	Agents GTC	Agents de gardiennage
Siège du CSEFRS	1	2	2	09
Total			14	

Le titulaire s'engage à assurer durant le présent marché reconductible le gardiennage et la surveillance 24h/24h des locaux du siège selon les postes indiqués au tableau ci-dessous :

Postes	Horaire de Travail/Nombre d'agent				Jour de travail / semaine	Total des journées de travail / an
	08h00-18h00	8h00 - 17h00	07h00-18h00	18h-7h00		
Hôtesse d'accueil		02			5	522
Agent de gardiennage			5	4	7	3285
Agent GTC	02				6	626
Superviseur		01			6	313
Total Général		14				4.746*

La journée de chaque agent correspond à l'une des périodes (horaires) indiquées ci-dessus.

*Le total des journées par an est calculé comme suit : $(09 \times 365) + (2 \times 261) + (3 \times 313) = 4.746$

09 : Nombre de postes 7/7 jours

02 : Nombre de postes 5/7 jours

03 : Nombre de postes 6/7 jours (agents GTC et le superviseur)

365 : Nombre des jours de l'année

261 : Nombre de jours de l'année hors Weekend

ARTICLE 34: CONDITIONS RELATIVES AUX AGENTS

34.1 Conditions relatives aux hôtesse d'accueil :

Les hôtesse d'accueil doivent répondre aux exigences professionnelles leur permettant d'exercer convenablement leur fonction et doivent notamment répondre aux critères suivants :

- Être de bonne moralité et avoir une présentation accueillante ;
- Être âgée de 25 à 40 ans ;
- N'avoir aucun antécédent judiciaire ;
- Disposer de compétences en communication avec le public ;
- Titulaire au moins d'un baccalauréat ;
- Disposer d'une expérience d'au moins de deux ans dans le domaine du poste ;
- Maîtriser à l'écrit et à l'oral l'arabe et le français.

34.2 Conditions relatives au superviseur et agents de gardiennage et de surveillance :

34.2.1 Superviseur :

Le superviseur doit répondre aux exigences professionnelles lui permettant d'exercer convenablement ses fonctions et doit notamment répondre aux critères suivants :

- Être de bonne moralité ;
- Avoir un niveau Bac + 2 ;
- Avoir une expérience d'au moins de 3 ans d'expérience en tant que superviseur ;
- Être âgé de 25 à 55 ans ;
- N'avoir aucun antécédent judiciaire ;

- Être joignable 24 heures/24H et 7 jours/7J.

34.2.2 Agents de gardiennage et de surveillance :

Les agents de gardiennage et de surveillance doivent répondre aux exigences professionnelles leur permettant d'exercer convenablement leur fonction et doivent répondre aux critères suivants :

- Être de bonne présentation ;
- Être de bonne moralité ;
- Avoir, au minimum, un niveau secondaire ;
- Être doté d'une aptitude physique convenable avec une taille minimum de 1,64m ;
- Être âgé de 25 à 55 ans ;
- Justifier d'au moins de 3 ans d'expérience professionnelle en tant qu'agent de gardiennage et de sécurité ;
- N'avoir aucun antécédent judiciaire ;
- Jouir de bonnes dispositions de communication avec le public ;

34.3 Conditions relatives aux agents du contrôle technique centralisé :

Les agents du contrôle technique centralisé doivent :

- Être de bonne présentation et de bonne moralité ;
- Être titulaire du Baccalauréat avec une formation en gestion technique centralisée ;
- Être âgé de 24 à 55 ans ;
- N'avoir aucun antécédent judiciaire ;
- Avoir une expérience d'au moins de 2 ans en tant qu'agent de contrôle technique centralisé.

34.4 Dispositions communes à tout le personnel :

- Le titulaire du marché doit fournir au Conseil, dans un délai d'une semaine avant la date d'effet du marché, la liste nominative des agents, et la tenir constamment à jour, à la disposition du maître d'ouvrage.
- Avant toute affectation ou remplacement, le titulaire doit soumettre au maître d'ouvrage une liste nominative du personnel principal et celui du remplacement avec un dossier par agent composé des pièces suivantes :
 - Un CV signé et contresigné par le titulaire du marché ;
 - Une photo d'identité récente ;
 - Une copie de la C.I.N légalisée ;
 - Un extrait du casier judiciaire ou une fiche Anthropométrique ;
 - Une copie des diplômes ou des formations dans le domaine, le cas échéant ;
 - Une copie de l'attestation d'inscription à la CNSS, et toute autre pièce demandée conformément à la législation du travail.
- Le titulaire est réputé avoir vérifié l'exactitude des références, qualifications et aptitudes de ses agents.
- Une fois la liste des agents proposés par le titulaire pour assurer les prestations est arrêtée et approuvée par le Conseil, le titulaire ne peut apporter des remplacements sans autorisation préalable du Conseil.
- Tout agent du titulaire du marché qui selon le Conseil n'a pas les qualités requises (morales et professionnelles) pour l'exercice de ses fonctions, doit être immédiatement remplacé. S'il s'avère nécessaire de remplacer un des agents, le titulaire proposera une personne d'une qualification égale ou supérieure.
- Les agents employés par le titulaire du marché doivent respecter scrupuleusement les règles de gestion interne du Conseil et toute autre mesure administrative émanant du Pôle Ressources et s'engage à ne pas entraver par son action le fonctionnement normal de composantes du siège du Conseil.
- Le titulaire du marché s'engage également à respecter et à faire respecter par ses agents le secret professionnel le plus absolu sur les activités du Conseil.
- En cas d'absence pour congé, maladie ou autres, le titulaire doit procéder au remplacement immédiat de l'agent absent et communiquer au maître d'ouvrage son CV.
- Les agents à affecter en cas de remplacement doivent faire l'objet d'une sélection préalable par le maître d'ouvrage ;

- Tout agent qui ne présente pas les qualités requises pour l'exercice de sa fonction doit être immédiatement remplacé.
- Le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve le droit d'interdire l'accès à ses locaux à tout agent de sécurité ou hôte d'accueil affecté en cas d'urgence et qui se révèle par la suite ne pas disposer des qualités requises (morales et professionnelles) pour l'exercice de ces fonctions, et celui-ci doit être remplacé immédiatement. A défaut, il sera considéré comme absent.

34.5 Réglementation et comportement :

- Le Titulaire sera responsable de ses agents qui doivent être habilités et se conformer à tous les règlements généraux et particuliers applicables aux sociétés de gardiennage et de surveillance.
- Le Titulaire met en place et fournit à ses agents et sous sa seule responsabilité, l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur, nécessaires à la bonne exécution de ses prestations. Il devra se conformer à la législation en vigueur relative à la réglementation de travail notamment en matière de :
 - SMIG ;
 - Congé annuel payé ;
 - Jours de fête et fériés payés ;
 - Repos hebdomadaire ;
 - Assurances du personnel ;
 - Accident du travail.
- Les agents du titulaire doivent faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard des tiers. L'usage du matériel et équipements que renferment les locaux, notamment les appareils téléphoniques, photocopieurs, télécopieurs, micro-ordinateurs, est interdit sauf en cas d'urgence professionnelle (téléphoner par exemple).
- Les agents du titulaire ne doivent en aucun cas communiquer avec le personnel et les responsables du Conseil.

34.6 Accès :

- Les clés des locaux du Conseil sont à disposition des agents de gardiennage et surveillance pour l'accomplissement strict de leurs missions. Ces clés doivent être laissées et remises en place après chaque utilisation dans une mallette prévue à cet effet. Les agents de gardiennage et de surveillance en ont la responsabilité.
- En cas de perte ou de vol des clés fournies par le Conseil, le titulaire avisera aussitôt les responsables du Conseil. Celles-ci seront remplacées et feront l'objet d'une facturation au titulaire, au tarif en vigueur.
- Le Titulaire est responsable de l'utilisation des clés remises à son personnel et de leur garde. Ces clés sont restituées à tout moment sur simple demande du Conseil ou à la fin du présent marché.

34.7 Horaires du travail :

- Le Titulaire doit déployer sur les sites du Conseil le nombre d'agents adéquat et nécessaire pour l'exécution des prestations objet du marché.
- Toutefois, le nombre d'agents proposés ne doit pas être inférieur aux effectifs fixés au tableau de la répartition des effectifs ci-dessus.
- Les prestations de gardiennage et de surveillance doivent être exécutées en permanence à toute heure, de jour comme de nuit et en dehors des horaires normales de travail au niveau des locaux du Conseil.
- A cet effet, le titulaire s'engage à assurer le gardiennage et la surveillance des locaux administratifs du Conseil **24h/24 h et 7j/7j** conformément à une répartition des effectifs qui sera établie par le maître d'ouvrage suivant les besoins et conformément à un planning précisant les lieux et les horaires d'exécution des prestations : **agents de jour et agents de nuit et postes à pourvoir.**
 - **Les hôtes d'accueil**, doivent être présentes pendant les horaires administratifs de travail de **8H00 à 17H00 - 5j/7j du lundi au vendredi.**
 - **Les agents du contrôle technique centralisé**, doivent être sur le site de **08h à 18h soit 10 heures par jour (10H/24 H par agent et 6 jours/7jours par agent,)** selon le calendrier qui sera approuvé par le Conseil. En cas de besoin et de nécessité, Il pourra être fait appel à eux sur site en dehors de ces heures.

- **Le superviseur** doit être sur le site **9 heures par jour (9H/24H) et 6 jours/7 jours**. Toutefois, il est tenu d'être joignable **24H/24H et 7 jours /7 jours**. Il peut aussi lui arriver de travailler sur site en dehors de ces heures en cas de besoin et de nécessité.

34.8 Tenue du travail, équipements, discipline et mesure de sécurité :

34.8.1 Tenue de travail :

- Le titulaire s'engage à fournir des uniformes et des chaussures en nombre et en qualité suffisants adaptés aux conditions climatiques (au moins deux par semestre : des tenues pour l'hiver livrées avant le début du mois d'octobre, et des tenues pour l'été livrées avant le début du mois mai), devant porter visiblement l'insigne de l'entreprise et ce, pour permettre à ses agents d'avoir une présentation impeccable. La tenue de travail doit être régulièrement portée. Tout agent mal vêtu ou ne portant pas ledit uniforme sera immédiatement renvoyé, tout uniforme présentant des signes de vétusté doit être aussi tôt remplacé ;
- Les agents du titulaire doivent en outre porter des badges permettant leur identification et être équipés de tout autre accessoire jugé nécessaire à la sécurité et à la bonne exécution des prestations ;
- Le superviseur doit être vêtu d'un blouson fourni par le titulaire portant visiblement le sigle de celui-ci ;
- Le titulaire doit prévoir 4 (quatre) types de tenues portant toutes le sigle du titulaire :
 - Pour les superviseurs : Tenue composée d'un blouson, d'un pantalon, d'une chemise, et de chaussures adaptées ;
 - Pour les hôtes d'accueil : Tenue distinguée composée d'une veste, d'un pantalon, d'une chemise, d'une cravate et de chaussures adaptées aux femmes ;
 - Pour les agents du jour : uniforme composé d'un pantalon, d'une chemise, d'une cravate, d'une casquette, d'un tricot et d'une jacket (pour l'hiver) et de chaussures adaptées ;
 - Pour les agents opérant la nuit : Tenue combinaison, casquette, parka et chaussures de sécurité.

Les échantillons des tenues doivent être remis au Maître d'ouvrage au moins 8 jours avant la date d'effet du marché pour validation.

34.8.2 Equipements :

Avant le commencement des prestations du présent marché, le titulaire doit mettre à la disposition de ses agents les moyens nécessaires à l'exécution de leurs tâches, à savoir :

- Pour chaque agent de gardiennage et sécurité :
 - Des moyens de communication indépendants de ceux du Maître d'ouvrage comprenant des Talkie-walkie et des GSM avec recharge permanente ;
 - Des matraques ;
 - Des lampes torches (Bonne visibilité 20 mètres minimum) ;
 - Des sifflets.
- Pour les agents de de gardiennage et sécurité de nuit, en plus des équipements cités ci-dessus, le titulaire doit mettre à leur disposition des projecteurs portables ;
- Au niveau des bâtiments, le titulaire doit installer au niveau des deux entrées du parking :
 - Deux (2) guérites pour les agents de gardiennage et de surveillance dont les caractéristiques techniques doivent être validées avec le Conseil et répondre au minimum aux caractéristiques techniques suivantes :
 - ✓ Résistantes aux conditions climatiques, chaleur, vent et froid ;
 - ✓ Rapide à installer, elle offre un bon espace au gardien qui s'en servira pour la sécurité du site ;
 - ✓ Facile à transporter et à déplacer.
 - 2 parasols pour les agents de gardiennage et de surveillance de l'aire extérieure du bâtiment.

Ce matériel, qui ne doit en aucun cas montrer de marque, devra être fourni et installé par le Titulaire et à ses frais.

- Pour le superviseur :

- Des moyens de communication indépendants de ceux du Maître d'ouvrage comprenant un Talkie-walkie et un GSM avec recharge permanente ;

- Une boîte de médicament de premiers soins pour les agents ;

34.8.3 Discipline et mesure de sécurité :

- Il est interdit au personnel du titulaire :
 - De circuler dans les lieux du travail sans badge ;
 - D'utiliser le téléphone sans autorisation du Conseil ou de son représentant, et sauf urgence (pompiers) ;
 - De prendre des repas ou casse-croûte à l'intérieur des locaux non destinés à cet effet ;
 - De provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances ;
 - De se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise ;
 - D'introduire dans les locaux, des personnes autres que le personnel assurant les prestations ;
 - De quitter son poste pour rendre un service pour le compte du personnel ;
 - De ne pas respecter les consignes de sécurité.
- Le Titulaire prend les précautions nécessaires pour éviter les accidents à ses agents et au personnel du Conseil.
- Il est interdit de laisser entrer des produits et matières explosifs ou inflammables dans l'enceinte du Conseil.
- Les agents du titulaire sont tenus de respecter l'ensemble des dispositions de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur.
- Dans le cas où les mesures de sécurité ne seraient pas prises en compte par l'un des agents du titulaire, celui-ci sera expulsé sans délai et sans recours possible de la part du titulaire.

34.8.4 Confidentialité :

- Le Titulaire et ses agents qui, à l'occasion de l'exécution de ce marché, ont reçu à titre confidentiel des renseignements, codes d'accès, documents ou objets quelconques, s'engagent à ne pas les diffuser.
- Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du Conseil, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenue à la connaissance du titulaire et de ses agents, à l'occasion de l'exécution du présent marché.
- En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE 35: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

35.1 Missions des hôtesse d'accueil :

- La prestation d'accueil sera exécutée en respectant les normes en vigueur ainsi que les consignes et procédures définies par le Conseil. Elle consiste à mettre, au niveau des espaces d'accueil, des hôtesse pour assurer l'accueil et l'orientation des visiteurs ainsi que la gestion des badges des visiteurs. Elles doivent :
 - Assurer l'accueil téléphonique, noter les messages éventuels et les transmettre au personnel du Conseil concerné ;
 - Accueillir, renseigner et faire patienter les visiteurs ;
 - Orienter et informer les visiteurs ;
 - S'assurer du rendez-vous éventuel du visiteur ;
 - Remettre les badges visiteur et les récupérer à la fin de la visite ;
 - Accompagner les visiteurs, jusqu'à l'endroit de son rendez-vous ;
 - Enregistrer toute doléance ou information à communiquer au Pôle Ressources du Conseil ;
 - Tenir et noter sur un registre :
 - L'identité du visiteur : nom, prénom, organisme - société ou entreprise ;
 - Le numéro de la pièce d'identité (éventuellement à conserver la pièce d'identité jusqu'à la sortie du visiteur) ;
 - L'heure d'arrivée, le nom et la qualité du recevant, l'heure de sortie.
 - Se tenir au secret professionnel ;

- Porter l'uniforme.

35.2 Missions des agents de gardiennage et de surveillance :

- Les prestations de gardiennage et de surveillance seront exécutées en respectant les normes en vigueur ainsi que les consignes et procédures définies par celles-ci. Elles seront assurées sept jours sur sept jours, de jour comme de nuit, y compris les Samedis, Dimanches et jours fériés.
- Les agents de gardiennage et de surveillance doivent assurer :

35.2.1 Contrôle des personnes et des biens qui comprend notamment :

- Le gardiennage et la surveillance de l'intérieur et de l'extérieur des locaux du Conseil ;
- Le contrôle des accès (les entrées et les sorties), des fournitures, des équipements et des autres articles en tenant un registre des mouvements des intervenants et fournisseurs. Ce registre doit faire ressortir les informations suivantes :
 - Raison sociale ;
 - Nom et prénom de la personne ou des personnes ;
 - Immatricule du véhicule, le cas échéant ;
 - Service de destination ;
 - Date et heure d'entrée et de sortie.
- L'interdiction des sorties de tout équipement, matériel ou mobilier des locaux surveillés sans autorisation écrite du responsable concerné ;
- La vérification et l'inspection des colis suspects ;
- L'intervention en cas de risques d'agression ;
- La surveillance des entrées et sorties du personnel et des visiteurs ;
- La surveillance des ascenseurs et de leurs utilisations ;
- La prévention et la lutte contre l'incendie, notamment :
 - Contrôler visuellement et vérifier le fonctionnement quotidien des moyens de lutte contre l'incendie ainsi que la surveillance du système de détection incendie ;
 - Donner l'alerte et orienter les équipes de la protection civile ;
 - Déclencher l'asservissement (avertisseurs sonores, etc.) ;
 - Combattre le feu dès sa déclaration ;
 - Diriger les opérations de secours en attendant l'arrivée des sapeurs-pompiers.
 - Secourir le personnel en cas d'accident ;
- Les rondes régulières et continues au niveau de tous les étages des bâtiments afin de surveiller efficacement les installations, les véhicules, ainsi que la fermeture et l'ouverture des locaux ;
- Les rondes régulières à l'extérieur des bâtiments par le rondier du jour et de nuit ;
- La prévention contre le vol ;
- La vérification de la fermeture des robinets et chasse d'eau de l'ensemble des sites du Conseil ;
- L'extinction des lumières et des appareils électriques des services, des halls et des locaux du Conseil selon les instructions du maître d'ouvrage.
- L'établissement des fiches des anomalies constatées lors des rondes et sa délivrance au représentant du Conseil. Ces fiches seront servies en indiquant :
 - Les portes et fenêtres restées ouvertes ;
 - Les lumières non éteintes ;
 - Les lampes défectueuses ;
 - Les fuites d'eau ;
 - Les bips sonores émanant des locaux ou des équipements techniques ;
 - Autres.

35.2.2 Surveillance et contrôle des mouvements des véhicules qui comprend notamment :

- La surveillance et le contrôle des mouvements des véhicules sur le parking intérieur et le parking extérieur en coordination avec le service concerné.

35.2.3 Surveillance des parties extérieures des bâtiments et leurs dépendances qui comprend notamment :

- La surveillance des parties extérieures des locaux et leurs dépendances ainsi que tout matériel, équipement ou matériaux qui s'y trouvent.

35.2.4 Intervention en cas de sinistre qui comprend notamment :

- L'intervention en urgence sur les causes et dangers immédiats selon la nature du sinistre et assister le personnel en cas d'évacuation des lieux. Ils devront avertir le responsable du Conseil et aviser les services de secours compétents. Ils devront prendre également toutes les mesures nécessaires pour mettre fin aux dangers menaçant les locaux objets de la prestation notamment en cas :

- D'inondation en :

- ✓ Fermant les vannes d'arrivée d'eau ;
- ✓ Coupant l'alimentation électrique ;
- ✓ Avisant les sapeurs-pompiers et le responsable du Conseil.

- En cas d'incendie en :

- ✓ Utilisant les extincteurs existants pour éteindre les feux ;
- ✓ Avisant les sapeurs-pompiers et le responsable du Conseil.

- Panne d'ascenseur en :

- ✓ Avisant le responsable de l'entretien du patrimoine ;
- ✓ Intervenant manuellement pour faire sortir les personnes coincées dans les cabines en cas d'absence du technicien des ascenseurs.

35.2.5 Contrôle des véhicules :

- La déclaration au représentant du Conseil de la présence de visiteurs ou fournisseurs occasionnels, dont l'activité nécessite impérativement l'accès d'un véhicule à l'intérieur du siège.

35.3 Missions de l'agent de GTC :

- L'agent du contrôle technique centralisé GTC est chargé notamment de :

- Vidéosurveillance :

- Caméras ;
- Moniteurs ;
- Multiplexeur/Enregistreur ;
- Tableau électrique ;
- Etc.

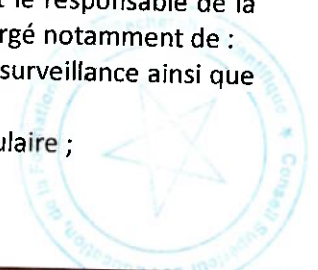
- Contrôle des Portes automatiques et des ascenseurs ;

- Détection incendie :

- Centrale de détection incendie ;
- Détecteurs optiques ;
- Détecteurs ioniques ;
- Avertisseurs sonores ;
- Brises glaces ;
- Déclencheurs manuels ;
- Centrale de signalisation et alarme incendie ;
- Etc.

35.4 Missions du Superviseur :

- Le superviseur est l'interlocuteur quotidien du titulaire vis à vis du Conseil. Il est le responsable de la surveillance et du gardiennage des biens et des personnes sur les sites. Il est chargé notamment de :
 - Faire respecter et appliquer les normes et les règles de gardiennage et de surveillance ainsi que les consignes et procédures définies par le Conseil ;
 - Gérer, encadrer et coordonner les activités de l'ensemble des agents du titulaire ;
 - Faire le suivi et le contrôle de l'exécution des prestations ;



- Effectuer des rondes régulières sur l'ensemble du site et relever les observations constatées ;
- Repérer précisément les dysfonctionnements ;
- Etablir des comptes rendus quotidiens et des rapports détaillés des actions engagées par les agents du titulaire en cas d'alarme ou d'anomalie et les communiquer immédiatement au représentant de l'administration du Conseil ;
- Fournir une assistance et un appui technique pour le Conseil ;
- Se rendre sur les lieux de chaque remarque ou sinistre et alerter le Conseil dans l'immédiat.



ARTICLE 36: BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF - SOUS-DETAIL ESTIMATIF

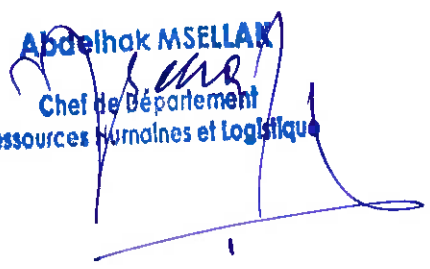


N° des prix	Désignation des prestations		Unité de mesure	Nombre d'agents (1)	Quantité (Jours de travail/an) (2)	Prix unitaire / jour de travail en dirhams hors TVA (3)	Prix Total 4 = 1 x 2 x 3
1	Prestation de gardiennage et de surveillance des locaux du Conseil	Hôtesse d'accueil	Jour/agent	2	261	202,17	105.532,74
2		Agents de gardiennage	Jour/agent	9	365	232,83	764.846,55
4		Superviseur	Jour/agent	1	313	201,70	63.132,10
5		Agent de GTC	Jour/agent	2	313	201,70	126.264,20
TOTAL HORS TVA							1 059 775,59
TAUX TVA (20 %)							211 955,11
TOTAL TTC							1.271.730,70
TAUX DE MAJORATION EN POURCENTAGE (%) (5)							
MAJORATION EN VALEUR (6) = (4) x (5)							
MONTANT DE LA TVA 20 % APRES LA MAJORATION (7)							
TOTAL TTC APRES MAJORATION (8) = (6) +(7)							



DERNIERE PAGE
CAHIER DES PRESCRIPTION SPECIALES
APPEL D'OFFRES OUVERT A MAJORATION
N°09/CSEFRS/2024

OBJET : LA REALISATION DES PRESTATIONS DE GARDIENNAGE ET DE SURVEILLANCE DES LOCAUX DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

-LOT UNIQUE-

<u>PRESENTE PAR</u>  Abdelhak MSELLAK Chef de Département Ressources Humaines et Logistique	<u>VERIFIE PAR</u>  KHADDOUJ BENJELLOUN Directeur du Pôle Ressources
<u>LU ET ACCEPTE PAR</u>	<u>VALIDE PAR</u>  Aziz KAICHOUH Secrétaire Général Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique